

Choses d'Europe

En Angleterre

Le fameux scandale américain des conserves de viandes, qui, chaque jour, prend de plus grandes proportions, n'est pas sans causer des inquiétudes en Angleterre, où ces conserves sont beaucoup employées, et par le ministère de la guerre, et par celui de la marine.

S'il faut en croire un communiqué télégraphique, les autorités anglaises auraient déjà donné d'importants contre-ordres à leurs fournisseurs américains. D'autre part, le commerce britannique est non moins ému, et, par la voix de quelques députés, il fait demander au gouvernement américain: si le travail fait dans les abattoirs de l'Union est aussi déplorable que le disent les journaux. Certes, nous n'osons nous prononcer, vu les enquêtes officielles auxquelles se livrent nos voisins. Il y a cependant lieux de présumer que l'hygiène publique sera compromise, tant que l'on fera usage de conserves dont la fabrication n'aura pas été surveillée par des inspecteurs intègres.

En commerce, comme en diplomatie, les Américains feront peut-être bien de se souvenir qu'il n'y a rien de tel que l'honnêteté. C'est du reste ce que nos lecteurs pouvaient lire dernièrement dans cette revue, où, dans un entrefilet, nous publions les conseils des Rothschild sur les moyens de faire fortune.

Malgré que le Canada n'ait rien à faire en cette histoire de conserves de viandes abominablement frelatées, il n'en subit pas moins le contre-coup des divulgations faites par le président Roosevelt, et par le rapport Neil-Reynolds. Car, paraît-il, ces divulgations ont contribué à faire maintenir l'embargo qui pèse sur le bétail canadien. Cependant M. Maxwell, de Londres, n'hésite pas à dire qu'en présence du scandale de Chicago, et dans l'intérêt de la santé du peuple anglais, le dit embargo devrait être enlevé. Mais n'oublions pas les manœuvres des Irlandais, qui, eux, ont tout avantage à voir ostraciser le bétail canadien.

Il n'empêche que le manque d'honnêteté des yankees sera cause, avant longtemps, que tous les produits provenant de ce continent passeront pour être nuisibles, ou pour le moins de qualités très inférieures. Voilà où mènent des procédés indignes, chers aux monopoles et aux milliardaires sans conscience. En vérité, il était temps qu'on mit le holà à un tel état de choses.

* * *

Les récents désastres qui se sont produits dans les mines de Courrières, de Pennsylvanie et d'ailleurs, commencent à émouvoir le monde des mineurs. Aussi, pour prévenir à l'avenir, et autant que possible, les catastrophes du genre de celles auxquelles nous faisons allusion, vient-il d'être tenu au palais de Westminster, à Londres, un congrès de délégués qui représentaient plus d'un million de mineurs de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Australie et de la Belgique. Dans ce congrès ont été discutées les questions techniques, ayant pour but d'assurer la sécurité des travailleurs de la mine, autant que cela est possible, étant données les connaissances scientifiques actuelles, et la bonne volonté dont tout le monde fera preuve.

Une clause importante des résolutions prises au dit congrès, est celle qui exprime le désir de voir des mineurs expérimentés remplir le rôle d'inspecteurs des mines. On comprend tout le côté pratique, logique et sage, d'une telle décision. Ces pauvres mineurs se sont tellement fait écrabouiller pour la plus grande richesse des compagnies, qu'ils commencent à en avoir assez. Ils regimbent, et, parfois, en des termes assez vifs. C'est même ce qui a fort étonné M. Sackse, délégué allemand au congrès des mineurs réunis à l'hôtel du palais de Westminster. Du coup, ce brave sujet de Guillaume trouvant qu'il n'y a pas assez de socialisme dans sa patrie, se propose de grouper les ouvriers allemands, afin d'obtenir pour eux une juste liberté de parole.

Ajoutons qu'en terminant ses séances, le congrès, présidé par M. White, président de l'association des mineurs américains, a émis le vœu que des pensions soient faites aux mineurs incapables de travailler, et que chaque pays procède à la nationalisation de ses mines.

* * *

Aux Communes anglaises, la question douanière soulève toujours des difficultés. On n'en a pas plutôt aplani quelques-unes d'un côté, qu'il faut se re-

tourner pour faire face ailleurs à une situation analogue. C'est ce qui est encore arrivé l'autre jour lorsque Sir Edouard Clarke, ancien procureur général et député conservateur de Londres, a été obligé de démissionner sur la demande d'une délégation de son parti, lequel trouva l'attitude de Sir Edouard plutôt irrégulière, vis-à-vis de la façon dont les conservateurs entendent le problème des tarifs douaniers.

* * *

Dans un autre ordre d'idées, signalons l'importance qu'auront cette année les grandes manœuvres navales anglaises. Trois cent vingt-cinq navires de combat, de tous tonnages, y prendront part, montés par 63,000 hommes. Les meilleurs amiraux anglais commanderont les divisions de cette formidable flotte. Nommons: Sir Charles Wilson; lord Charles Beresford, Sir William May, le prince de Battemberg, etc. Les manœuvres se termineront le 2 juillet. Une de leurs particularités remarquables, c'est que pour la première fois y prendront part des sous-marins qui, à côté des cuirassés, évolueront en haute mer.

Tant il est vrai que le vieil adage latin a toujours du bon. Jamais on n'a autant parlé de paix, surtout en Angleterre, que depuis une couple d'années. Pourtant, jamais non plus on ne s'y est plus préparé à la guerre.

Toujours bouillant, Guillaume II qui est plus habile qu'on ne le pense généralement, prendra bonne note des manœuvres dont nous parlons et ne se hâtera pas de mesurer sa marine avec celle d'Albion. Aussi bien, un empire comme celui de la Grande-Bretagne doit-il toujours s'attendre à quelque conflit.

L'humanité est encore trop agitée pour qu'on puisse escompter l'âge de la paix générale. Comment parler philosophie, bonté, sagesse, à des peuplades encore barbares? Notre métropole britannique est édiflée sur ce sujet, et c'est pourquoi elle tient toujours prêtes des troupes coloniales, chargées de policer les indigènes en révolte. C'est ainsi qu'au Natal, une importante colonne sous les ordres des colonels Mackenzie et Barker eut, ces jours derniers, une rencontre sérieuse avec les rebelles du pays, retranchés dans la vallée de la Momve. Les dits rebelles ont subi le sort des Derviches d'Ondurman. Pas plus que Kitchener, le colonel Mackenzie n'eut pitié des moricauds en révolte. Il les a anéantis. C'est un moyen comme un autre de pacifier un pays et nous savons que l'Angleterre ne recule pas devant son emploi. Au fait, n'est-elle pas la patrie de Darwin, l'auteur célèbre des lois de sélections naturelles?

* * *

Si notre mère-patrie est inflexible, et recourt aux moyens extrêmes lorsqu'elle ne peut faire autrement, en revanche, il faut lui rendre cette justice qu'elle ne néglige rien, lorsqu'il s'agit d'assurer le bien-être des citoyens qui vivent paisiblement sous l'union Jack. Telle est la raison qui fait que le Board of Trade de Londres est sur le point d'envoyer M. Richard Grigg au Canada. Très expert en tout ce qui touche aux matières commerciales, M. Grigg, à son retour, fera rapport au Board of Trade sur l'opportunité de nommer des correspondants commerciaux dans les principales villes du Dominion.

Nous ne pouvons qu'applaudir à une telle décision, et souhaiter que le rapport de l'envoyé du commerce de Londres soit favorable à ce pays. Plus on nous connaîtra de l'autre côté de l'Atlantique, plus on nous appréciera, et plus on nous estimera. Et, ce disant, nous faisons allusion à l'ignorance de la vieille Europe quant aux choses du Canada. Car, malgré que notre gouvernement ait dépensé des sommes très rondelettes pour nous faire connaître un peu partout, nous sommes obligés de reconnaître que, sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire. Témoins, certains comptes-rendus de journaux et de livres classiques anglais, touchant le Canada, et que dans toute leur erreur, nous reproduisîmes dans l'Album Universel, il n'y a pas encore bien longtemps.

A notre époque, il n'y a rien de tel pour les peuples que de se connaître réciproquement. De là, sans doute, les aménités gouvernementales faites à de certains grands personnages. Nous faisons ici allusion au voyage actuel de Monsieur et de Madame Longworth — cette dernière née Alice Roosevelt — qui, bientôt, seront les hôtes d'un jour de Sa Majesté Edouard VII, avec qui ils dîneront à Ascot Heath. Il est évident que suivant une politique invariable depuis nombre d'années, la Grande-Bretagne fait tout son possible pour plaire au peuple américain. Nous ne saurions y trouver à redire, nous, les voisins de la grande république, et ses clients pour deux cent millions de dollars par an.

En France

Si, comme nous le disions il y a un moment le scandale des conserves de l'Illinois émeut les Anglais, bien qu'à un moindre degré, il ne laisse pas indifférents les Français, qui achètent des quantités considérables de conserves par l'entremise de leur intendance militaire.

Aussi, assure-t-on que celle-ci vient de donner de très importants contre-ordres à ses fournisseurs des Etats-Unis. D'après un chiffre de presse, la campagne menée contre l'industrie des conserves aux Etats-Unis, aurait déjà fait perdre à ceux-ci pour plus de cent cinquante millions d'affaires. C'est énorme, et ce n'est pas tout. Dieu nous garde, néanmoins, de plaindre les audacieux industriels que nous visons, car, leur bonne foi est absolument négative.

Dès que l'enquête Reynolds fut livrée au public, voyant que leur jeu était découvert, ces braves millionnaires commencèrent à jeter des pierres dans le jardin des voisins. Si nous sommes ruinés, se dirent-ils, d'autres le seront avec nous. Voilà pour quoi, sans doute, ils déclarèrent, chose renversante, qu'une notable quantité de graisse de porcs américains, — pores morts du choléra — était envoyée en France, d'où elle revenait aux Etats-Unis sous la marque: "huile de sardines".

On avouera que les industriels de Concarneau, de Marseille et autres ports français, ont dû la trouver plutôt mauvaise. Car, le public ne réfléchit pas, à moindre des diffamations peut quelquefois le prévenir contre une marque commerciale de longtemps établie et des plus honnêtes. Nous ne serions donc pas étonnés que la maladie des cochons américains affectât la vente des sardines françaises? Voilà bien un rapprochement animal que ni les économistes ni les zoologistes ne pouvaient prévoir!

* * *

Que vous dirons-nous aujourd'hui de la politique française? Elle est apparemment d'orientation. Les nouveaux députés de la république prennent, comme on dit, leur assiette — les dépêches ne nous disent pas si c'est celle au beurre. Bientôt, ils seront à l'oeuvre, et, malheureusement, le gouvernement Sarrien continuera ses tristes agissements contre la liberté religieuse; plus fort de la majorité dont il dispose. D'où ses dispositions à vouloir appliquer intégralement la loi des associations.

Le haut clergé français s'en doute peut-être, si nous en jugeons d'après les résolutions pacifiques qui ont transpiré du récent concile des évêques de France. Espérons, toutefois, que le bon vouloir dont font montre les princes de l'Eglise de notre ancienne mère-patrie, finira par désarmer les sectaires qui les persécutent, et que, le catholicisme enfin libre en France, y prospérera aussi paisiblement qu'il le fait aux Etats-Unis.

* * *

L'assassinat d'un sujet français au Maroc, paraît devoir vouloir mettre à l'épreuve la nouvelle organisation de police internationale établie par la conférence d'Algésiras dans l'empire shériffien. Le gouvernement français, moins apeuré par Guillaume, vient de parler clairement et fermement. Quant à l'Angleterre, elle lui donnera le support de sa force morale si besoin est. Puisse satisfaction être donnée au gouvernement français, sans qu'il soit de nouveau question d'intervention teutonne, de bruits de guerre, etc., etc.

En Russie

A l'entente de certaines prévisions pessimistes, toutes récentes, M. Goremkine, premier ministre de Russie, conserve son portefeuille et soutient la lutte contre l'élément agraire, surexcité par les violences de langage auxquelles se livrent certains députés de la Douma.

Franchement, ces députés manquent de tact, et qui plus est, de patriotisme. On ne leur a pas plus tôt accordé ce qu'ils demandaient, qu'ils réclament dix fois plus, au risque de compromettre leur cause. Il faut vraiment que le Tsar et ses ministres aient beaucoup de patience, pour endurer toutes les sottises, tous les desiderata échevelés, dont on rabbat leurs oreilles depuis qu'ils ont bien voulu associer le peuple au gouvernement de l'empire. Certes, nous savons qu'il y a en Russie des hommes très capables et très bien intentionnés, mais nous savons aussi que la plus grande masse de la population est encore très arriérée, et qu'il lui faudra de longues années avant de pouvoir rivaliser par le savoir avec la haute classe dirigeante actuelle, presque totalement composée d'aristocrates. Nous ne pouvons donc nous empêcher de constater combien trop vite veulent aller les députés de la Douma. Même, nous craignons qu'ils ne se rompent le cou à ce jeu, car le Tsar est toujours maître de la situation, et, quoi qu'on en dise, l'armée lui est fidèle.

Dans un empire aussi vaste, aussi peuplé que l'empire russe, ce n'est pas parce que 17 sapeurs auront été fusillés à Odessa, comme il en a été ces